

Le Courriel d'information

n°331 – Mardi 14 mai 2002.

DUALITES

Dans ce numéro

La Banque mondiale recule devant le défi des programmes d'ajustement structurels

Par Steve Hellinger, La Fracture du développement/Secrétariat du Réseau international d'étude participative sur les Ajustements structurels (SAPRIN)
Traduction: Gérard Robin. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles (*)

Alors que des dizaines de milliers de gens protestant contre les politiques économiques des gouvernements les plus puissants du monde et des institutions internationales qui les représentent quittaient les rues de Gênes en juillet dernier, James Wolfensohn, le président de la Banque Mondiale, était en Australie, disant à son public que " vous devez être ouverts aux critiques, et vous devez les écouter ".

" La chose que vous ne pouvez faire est d'écouter ceux qui ont de l'acide dans les mains ou qui vous jettent des cocktails Molotov " a-t-il dit. " C'est le groupe qui obtient toute la publicité, alors qu'il y a beaucoup d'organisations sérieuses avec lesquelles nous avons un dialogue permanent.

L'ironie des paroles de Wolfensohn et de sa présence en Australie 'était pas perdue pour certains des plus violents critiques de la Banque Mondiale, qui ont conduit le président de la Banque à une évaluation sur plusieurs pays et plusieurs années des politiques économiques prescrites dans le monde entier par la Banque Mondiale au cours des deux dernières décennies. Voyez-vous, Wolfensohn aurait du participer à la réunion de synthèse à Washington suivant le sommet économique des gouvernements du G-8

à Gênes, pour recevoir les conclusions préliminaires de son exercice conjoint avec la société civile, dénommé Initiative de recherche participative sur les Ajustements structurels (SAPRI), et de conduire la Banque mondiale à discuter des changements de politique que l'étude a montrés être nécessaires. Il était, à tout le moins, remarquable par son absence.

Il en était des même de pratiquement toute la haute direction de la Banque. En ce qui est rapidement devenu une habitude, la Banque Mondiale a commencé, au début de la présidence de Wolfensohn au milieu des années 90, à se rapprocher publiquement de groupes de citoyens, y compris des opposants de longue date, dans des initiatives conçues pour s'intéresser à des politiques controversées de la Banque - avec pour seul but de se disculper des résultats de ces initiatives lorsqu'ils paraissent ; Le dédain de la Banque Mondiale à l'égard des résultats et des recommandations de la Commission mondiale des Barrages, que la Banque avait aidée à s'établir, est bien connu.

Au cœur de la frustration et de la colère qui ont déferlé dans les rues, d'abord dans les pays du Sud puis au Nord, a été l'exclusion des populations affectées, ainsi que de leurs priorités et de leur connaissance des réalités locales, de pratiquement toutes les décisions économiquement significatives prises par la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et l'Organisation Mondiale du Commerce et d'autres institutions internationales similaires. Même les gouvernements bien intentionnés du Sud ne peuvent répondre à leurs citoyens lorsqu'ils sont sous la férule de ces institutions. Des initiatives importantes comme l'annulation de la dette des pays lourdement endettés (HIPC) et les tant vantés Documents stratégiques pour la réduction de la pauvreté (PRSP) ont perdu leur crédibilité lorsque la Banque Mondiale et le FMI les ont tournées au désavantage des pays déjà défavorisés en exigeant que les gouvernements participants continuent à adhérer aux prescriptions de Washington.

SAPRI, que notre organisation a coordonnée pour le compte du Réseau international d'études participatives sur les Ajustements structurels (SAPRIN), a attaqué la Banque Mondiale sur cette question cruciale de la mise sous conditions de toute aide étrangère et des emprunts internationaux à un pays soumis à l'adoption d'un ensemble de politiques " d'ajustement ", ou de libre-échange. La Banque Mondiale et le FMI ont restructuré plus de 90 économies nationales dans le monde de cette manière pour faciliter les investissements internationaux, imposant des mesures telles que les privatisations, " la flexibilité du marché du travail "(lire le contrôle des salaires) et la libéralisation du commerce et du secteur financier.

Ces politiques, décidées non démocratiquement et mises en œuvre avec précipitation et sans discrimination, ont ravagé les économies locales. Le bas pouvoir d'achat, les coûts élevés des emprunts, les importations à bas prix et les services onéreux qu'elles ont introduites ont éliminé des milliers de petites et moyennes entreprises et exploitations agricoles qui produisent pour le marché local et procurent la plupart des emplois du pays. Elles ont, par ce processus, accru la pauvreté et les inégalités, déstabilisé les systèmes bancaires et accru la dette étrangère. Avec la Banque Mondiale et les gouvernements, SAPRIN a documenté ce phénomène au moyen d'une série de groupes de travail participatifs, de comités nationaux et de recherches sur le terrain, à la suite de l'importante mobilisation de la société civile dans pratiquement tous les secteurs sociaux et économiques. Des centaines d'organisations ont collaboré aux travaux de SAPRI avec leurs gouvernements et la Banque en Equateur, au Salvador, au Ghana, au Zimbabwe, en Ouganda, au Bangladesh, et en Hongrie, et SAPRIN a pris des initiatives semblables mais indépendantes aux Philippines et au Mexique tout en lançant des projets plus restreints ailleurs, y compris en Argentine. Les principales politiques d'ajustements structurels ont été choisies et évaluées pour leur influence sur divers groupes de populations et des domaines de grande importance économique. Ces résultats ont été synthétisés par une équipe internationale de SAPRIN dans un rapport global qui sera rendu public lors d'importantes réunions à Washington et à l'Union Européenne à Bruxelles à la mi-avril.

Le fait que la Banque Mondiale ait choisi d'ignorer les résultats de SAPRI en dépit de l'engagement originel de Wolfensohn de les utiliser "pour agir différemment " ne nous surprend pas, de même que la plupart des autres participants du SAPRIN. Alors que nous aurions aimé voir le président de la Banque Mondiale montrer de la vision et du courage, il est, après tout, au service de son Conseil d'administration, qui est dominé par les ministres des finances et leurs électeurs des principaux centres financiers mondiaux. Et il est clair que ces forces ne sont pas prêtes au

changement, en dépit des crises financières qui ont eu un effet dévastateur du Mexique à l'Extrême-Orient et à la Russie et ensuite au Brésil, à l'Equateur et à l'Argentine en Amérique latine.

A la fin, SAPRIN a atteint son objectif de mobiliser la société civile sur ce problème critique et à démontrer la capacité des citoyens ordinaires à jouer un rôle actif et incisif dans le domaine de la politique économique. Les résultats de l'initiative conjointe avec la Banque seront maintenant utilisés pour tenir la Banque responsable alors qu'elle lutte pour maintenir le peu de crédibilité qui lui reste.

A ce stade critique, la Banque Mondiale a été testée et elle a échoué. Elle a éludé toute considération sérieuse des résultats de SAPRI que son propre personnel et ses consultants ont contribué à produire dans une tentative remarquable et bien organisée avec les critiques eux-mêmes et les autres groupes de la société civile et que son président ont qualifiés de cruciaux pour l'expertise de la Banque Mondiale.

Ses mots sonnent creux. Avec les autres organisations multilatérales, la Banque Mondiale a confirmé qu'elle continuera à gérer le processus de mondialisation et les économies nationales pour le compte des entreprises multinationales, des banques et d'autres institutions financières. Et il n'y aura pas de rôle significatif à jouer pour les citoyens organisés aux tables où de telles décisions sont prises.

Où il n'y a pas de démocratie, le dernier recours est de descendre dans la rue. Les organisations activistes et les mouvements sociaux continueront à y exercer leur pression, et par tout autre moyen, pour obtenir le changement. Ils défieront, et SAPRIN parmi eux, les politiques qui prévalent aujourd'hui pour offrir des alternatives démocratiques et viables. Le fait qu'il y ait une solution constructive à cette confrontation intense et un terme à la dévastation générale sociale, économique et financière réside entièrement dans les mains des dirigeants politiques et économiques mondiaux.

Pour plus d'information sur SAPRI/N, les ajustements structurels et les réunions d'avril, voir les sites web suivants : www.saprin.org et www.developmentgap.org
L'article suivant provient du numéro d'avril de : 50 Years Is Enough Network's newsletter, Economic Justice News Le reste de ce numéro se trouve à http://www.50years.org/ejn/v5n1/index.html

Les autres articles couvrent - récents accrochages entre le FMI et le Trésor américain - la lutte du Timor Oriental pour débuter une existence indépendante sans dette - rapport de la conférence des Nations Unies de Monterrey, Mexique sur le financement du développement - revue d'un documentaire haïtien sur l'économie mondiale
Contact pour cet article. 50 Years is Enough list@50years.org

Kananaskis, la Nouvelle Frontière

Par www.g8.activist.ca
Traduction: Carole Collinet. cooorditrad@attac.org traducteurs bénévoles (*)

Le sommet du G8 qui se déroulera les 26 et 27 juin cette année à Kananaskis en Alberta est un défi aux mouvements sociaux du monde entier.

Ce sommet des puissances économiques mondiales dominantes s efforce de présenter le G8 comme désireux d œuvrer pour le développement et la démocratie dans le monde. En fait, il défend la mondialisation telle qu elle est réalisée par les entreprises. Cette mondialisation a pour résultat l expansion d une exclusion sociale qui touche déjà des millions de personnes, une pauvreté mondiale systémique et la dégradation de l environnement écologique. Elle est encouragée par une course aux armements à travers le monde.

La société civile d Alberta se mobilise pour faire face au G8 et présenter une vision alternative à cette mondialisation par et pour les entreprises. Nous vous invitons tous, au Canada et dans le monde entier, à nous rejoindre pour constituer une résistance au G8 à Kananaskis, dans une ambiance de fête.

Le Village de la Solidarité sera un microcosme de tous les possibles, un endroit où nous pourrons parler, discuter stratégie, partager nos expériences et problèmes locaux, construire des coalitions sur le long terme, manifester des alternatives vivantes au capitalisme et s apprendre mutuellement de nouvelles façons d exprimer nos voix dissidentes.

Le Village de la Solidarité offrira un cadre pour l éducation, la formation militante et les ateliers. Il célébrera l art, la musique et le théâtre comme une part intégrante de l édification d un mouvement populaire mondial. Il fournira un espace de rencontres, d aide médicale et juridique, un média indépendant et toute autre forme de soutien aux individus et aux groupes



participant à l'action directe. Il s'efforcera de créer un espace collectif, accueillant et diversifié, qui respectera la dignité humaine, l'environnement et les citoyens de la première nation qui nous a invités dans son pays.

Le Village de la Solidarité va s'étendre et dépasser les contreforts du village de Kananaskis, où se tiendra le sommet. Les ateliers et la formation débuteront le jour du solstice d'été, c'est-à-dire le 21 juin, et le camp atteindra sa taille définitive les jours du sommet du G8, les 26 et 27 juin.

Le village sera une réalisation collective et nous appelons les individus et les groupes à y participer en organisant des ateliers, en coordonnant l'installation des tentes, en créant des activités artistiques et de la musique, en fournissant les ressources nécessaires, en aidant à la logistique ou en mobilisant leur entourage et les incitant à venir en Alberta défier le G8 aux côtés des Albertains. Nous appelons aussi chacun à agir en solidarité avec nous à Kananaskis en résistant au G8 dans sa communauté, sa région, son pays.

Principes de l'unité

Le Village de la Solidarité est organisé selon les règles énoncées dans les Principes d'Unité adoptés en Alberta lors des réunions préparatoires.
Nous sommes un mouvement diversifié et dynamique, uni dans son désir d'une société équitable, juste et autodéterminée.

Nous œuvrons à des alternatives locales et mondiales qui sont ouvertes, n'excluent personne et ne respectent aucune hiérarchie.

Nous affirmons que la participation directe des gens est essentielle pour être sûr que la société reflète leurs besoins et leurs désirs.

Nous refusons le système antidémocratique et déshumanisant perpétué par des institutions telles que le G8. Nous rejetons une vision du monde où les hommes, l'environnement et la culture n'ont qu'une valeur marchande.

Afin d'éliminer le pouvoir oppressif de structures autoritaires, nous soutenons les actions audacieuses et créatives qui respectent l'environnement naturel et la sauvegarde de l'humain.

Nous encourageons l'engagement de tout individu ou groupe autonome qui reconnaît ces principes d'unité.

Quelques mots sur Kananaskis

La région de Kananaskis couvre 4 200 km2 et est propice à toutes sortes d'usages. Elle se situe à 100 km à l'ouest de Calgary, dans les montagnes Rocheuses.

Outre les montagnes Rocheuses proprement dites, la région de Kananaskis contient la plus importante zone de contreforts du sud de la chaîne montagneuse. Les contreforts, une des caractéristiques majeures de l'Alberta, constituent une zone de transition entre les paysages alpins, les prairies et les forêts boréales. De nombreuses parties de la région de Kananaskis jouent un rôle important pour l'habitat et le passage des animaux sauvages et leur offrent une protection décisive. Elles offrent des possibilités de loisirs et font partie du parc national de Yellowstone du Yukon (Y2Y).

La région de Kananaskis abrite diverses espèces animales : taureaux, cerfs, élans, orignaux, moutons à grandes cornes, chèvres des montagnes, ours noirs et grizzlys, loups, ainsi que la population de pumas la plus dense que l'on puisse trouver en Amérique du Nord.

Pour en savoir plus sur Kananaskis, vous pouvez consulter le site www.kananaskisg8.net d'où proviennent ces informations.

Les temps forts du camp

L'organisation du Village de la Solidarité est en cours. Il fonctionnera à partir du solstice d'été (vendredi 21 juin) jusqu'au vendredi 28 juin. Le village sera essentiellement animé du 24 au 27, période où la majeure partie des activités se dérouleront, c'est-à-dire la veille et les deux jours du sommet du G8 au village de Kananaskis. À partir du 21 juin et jusqu'au 25, le site sera utilisé pour la formation et les ateliers. La taille et la nature des animations du village dépendront entièrement du soutien et de l'engagement des communautés militantes.

Les temps forts des discours, des spectacles musicaux et autres événements seront envoyés dès confirmation.

FAQ Communauté

Quel est le but du Village de la Solidarité ?



Le Village de la Solidarité est une tentative de réunir militants et organisations pour défier ensemble le sommet du G8 de 2002 à Kananaskis. Nous voulons donner aux militants de tous bords l'occasion de construire ensemble des alternatives au G8 et de les manifester. Nous voulons créer un village où l'on puisse apprendre l'un de l'autre, développer des compétences, où l'on puisse enseigner, partager des succès et tirer des leçons des échecs, où il soit possible de constituer un mouvement de solidarité et de résistance qui durera bien au-delà du 27 juin.

Que va-t-il se passer ?

Le camp démarre le 21 juin, jour du solstice d'été, et fonctionnera jusqu'au 28 juin (sauf si vous voulez rester et aider à tout démonter). Le point culminant du camp sera atteint entre les 24 et 27 juin, la veille et les deux jours du sommet dans le village voisin de Kananaskis. Le nombre des animations et les infrastructures qui seront disponibles avant ces dates dépendront du soutien et de la participation que nous recevrons du plus grand nombre. Si vous voulez aider au succès du Village de la Solidarité, voyez la façon dont vous pouvez vous engager.

Où cela se passera-t-il ?

Le Village sera organisé près du village de Kananaskis dans les contreforts des Rocheuses, à environ 85 km au sud-ouest de Calgary. Des informations plus précises seront données sur ce site dans les prochains jours, dès que les détails sur la localisation du camp seront disponibles.

Qui organise le Village de la Solidarité ?

Le village est né de la collaboration d'un certain nombre d'associations, de syndicats et d'individus qui sont venus ensemble organiser un mouvement efficace et proposer d'autres réponses que celles discutées au sommet du G8. Ces organisations et ces individus sont engagés dans différents domaines en fonction de leur mandat mais croient en la nécessité d'une multiplicité d'approches pour constituer un mouvement efficace.

Quelles sont les organisations engagées ?

La liste ci-dessous recense les groupes qui sont à l'origine de l'appel pour venir à Kananaskis et sont actuellement engagées dans l'organisation du village. Nous recherchons davantage de groupes et d'individus prêts à s'investir dans l'organisation du village, et des organisations pour l'appuyer.

- Syndicat des salariés du Canada dans les secteurs des communications, de l'énergie et du papier
- Fédération du Travail d'Alberta
- Collectif des Transports
- Conseil des Canadiens
- Collectif de programmation G8 d'Edmonton
- Conseil d'Alberta pour une coopération internationale
- Conseil du Travail du district de Calgary

Comment mon association peut-elle participer au Village de la Solidarité ?

Les groupes peuvent participer de différentes façons pour faire du Village une réalité.
Si votre organisation a un représentant ou un atelier que vous voudriez avoir au village, adressez-nous un e-mail. Nous essaierons, tant que faire se peut, de trouver de la place à tous les ateliers dans les multiples tentes. Nous considérons aussi que le village sera un lieu où les problèmes locaux et les combats menés dans le monde pourront être partagés et discutés.

Si votre association veut monter sa propre tente pendant toute la durée du village ou seulement une partie, c'est possible, mais vous serez responsable de la programmation des activités qui s'y dérouleront et devrez payer le prix de l'emplacement. Si vous êtes intéressé pour avoir votre propre tente, merci de contacter notre coordinateur afin de fixer l'organisation des tentes et leur disposition sur le site.
Enfin, nous demandons que les organisations soutiennent formellement le Village.

Comment les individus peuvent-ils apporter leur aide ?

Le Village de la Solidarité est une réalisation collective qui a besoin de l'engagement de volontaires. Bien que nous pensons que la plupart des gens vont aider pendant qu'ils seront ici, nous aimerions vous entendre déclarer que vous êtes volontaire. Ce dont nous avons principalement besoin, c'est d'une vingtaine de personnes qui pourront aider à mettre le site en place quelques jours avant le début des manifestations. Ces personnes courageuses seront nourries et bénéficieront certainement des premiers reportages sur le campement. Tout le long de la semaine où le Village fonctionnera, nous aurons besoin d'autres volontaires pour effectuer diverses tâches.



Si le volontariat vous intéresse, merci de contacter notre coordinateur. Si possible, pensez à nous préciser quand vous serez disponible, les fonctions que vous aimeriez occuper ou les compétences particulières dont vous disposez. Ces informations nous seront utiles.

Est-ce que je devrai payer pour venir au village de la solidarité ?

Le coût du campement dépendra du montant des aides que le village recevra d'autres organisations. Nous envisageons actuellement de demander une participation de 10 $ pour couvrir les frais de fonctionnement, mais personne ne sera refoulé s'il ne peut pas payer.
De plus, pour encourager un usage raisonné des véhicules dans le camp, nous ferons payer une taxe de 5 $ par siège non occupé. Conducteurs, pensez donc à prendre ces auto-stoppeurs ou dites aux représentants du G8 qu'ils peuvent voyager avec vous !

Ai-je besoin de réserver ?

Les groupes et les individus qui envisagent de venir au Village de la Solidarité n'ont pas besoin de s'inscrire, même si ce serait bien de savoir combien de personnes viendront. Cela nous aiderait grandement à prévoir les installations du village. Faites-nous donc rapidement savoir, par Internet, le nombre de participants.
Il est nécessaire de s'inscrire pour tout atelier ou manifestation que vous prévoyez de mettre en place au village.

Comment y aller ?

La ville la plus proche est Calgary, à 85 km environ à l'est du village. Des informations sur le transport entre Calgary et le village seront communiqués dès que possible.

Quel est le temps à Kananaskis ?

Il est beau. Le mois de juin y est sec et ensoleillé avec des températures qui vont de 5 °C environ la nuit à une vingtaine de degrés. Néanmoins, le temps est assez changeant en montagne.

Que se passera-t-il d'autre en Alberta pour le G8 ?

Les militants et les associations organisent actuellement toutes sortes de manifestations dont le déroulement coïncidera avec le sommet. Pour plus d'information sur ce qui est prévu et comment s'y engager, visitez le site www.g8.activist.ca

Porto Alegre, Davos : deux forums mondiaux parallèles, mais deux visions rivales

Par Jacques Toledano / AMD – Grenoble

Davos développe un dogme néo-libéral obsolète bien connu : l'ordre politique et l'ordre social sont les véritables obstacles d'un monde meilleur. Son seul credo : le libre échange, une vision marchande du bien-être, utilisatrice et réductrice. Incapable de rendre compte de la réalité diverse et complexe de l'humanité, dont les conditions de vie et les répartitions de revenus ne cessent de se dégrader, il provoque toujours plus de méfiance et de contestation chez les consommateurs et les citoyens.

Porto Alegre préconise, après deux ans d'existence, une voie d'évolution où sans la société, la femme ou l'homme n'est pas heureux et où la richesse n'est pas dans la possession mais dans la dignité et dans les rapports aux autres. Ici, l'ordre politique et l'ordre social restent une nécessité, un projet où les élus sont des responsables pour mettre en œuvre des objectifs permettant :
- De mieux satisfaire les besoins et de réguler les activités qui seront évaluées régulièrement par les citoyens ;
- De contribuer périodiquement à des ré-examens, transparents, des fondements des richesses représentées par les ressources, la production, et les services que toute société humaine, démocratique et ouverte, réalise et échange.

Ces deux logiques, présentées plus largement ci-après, argumentent l'idée, qu'il est nécessaire de quitter démocratiquement l'une (Davos), pour construire pacifiquement et pour renforcer continuellement l'autre (Porto Alegre). Parmi les quelques références, des textes à retenir :
- Les effets de la globalisation sur les politiques publiques de Michel CABANNE « Sciences dans la société » n° 54 : octobre 2001
- Les principes de la gouvernance au XXIème siècle de Pierre CALAME (Fondation Léopold Mayer. 11 septembre 2001)
- Cours familier de philosophie politique de Pierre MANENT. Editions Fayard. L'esprit de la Cité/novembre 2001

La logique commerciale et financière de Davos



- Jusqu'au XVIIIème siècle l'ordre entre les hommes reposait sur la relation entre le commandement et l'obéissance. A cet ordre, l'individu obéit. Mais pendant le XVIIIème siècle s'y ajoutent progressivement de nouvelles règles, imposées par la logique de l'action collective et présentées comme répondant à l'intérêt individuel « bien compris ». En fait, cette logique finit par attaquer l'ordre ancien dans ses fondements ; ses organisateurs sont obligés de se rendre compte, qu'il est de leur intérêt « de respecter l'intérêt bien compris de leurs concitoyens ». Ainsi le nouveau système se rationalise, en supprimant les passions, à travers une dynamique d'ajustement des intérêts réciproques où les contractants sont de même condition.

- Le XIXème siècle a vu s'affirmer l'idée que le commerce ne faisait qu'un avec la modernité. A la logique du commandement inégal, et potentiellement guerrier, s'est substituée la logique de l'échange. Cette dernière s'est toujours prétendue radicalement égalitaire et pacifique.

- Après les innommables et innombrables horreurs de la colonisation et des deux guerres mondiales, l'ordre international a fait alliance avec le néo-libéralisme. Il a produit sur le continent européen, la CEE (Communauté Economique Européenne), en occident l'OCDE et l'OTAN. Ces structures sont principalement fondées, particulièrement pour l'Europe, sur la liberté d'échange des biens, des personnes et des idées. Ce nouvel ordre, par le recul temporaire des Etats, s'est progressivement généralisé avec la création récente de l'OMC (concluant les négociations du GATT) et de l'Union Européenne (concluant la CEE). Il a entraîné aussi l'effondrement du bloc soviétique, déstabilisé profondément en interne, par son incapacité à répondre justement aux attentes des populations et par son incapacité à se renouveler, en mobilisant démocratiquement les citoyens, autour de projets respectant « l'intérêt bien compris » des individus.

- Aujourd'hui, à nouveau, l'élargissement de l'Union Européenne – alors que celle-ci n'est pas encore un Etat- s'impose par cette idée même : Le progrès vers la paix et l'humanité ne peut être obtenu que par le renforcement de la logique de l'échange commercial. Cet ordre en devenant le nouvel ordre financier déterritorialisé, global, a révélé, de façon plus profonde et accélérée, les inégalités de la logique généralisée de l'échange commercial.

L'antagonisme international, ou national, entre la logique commerciale et financière et la sphère de la politique et de la démocratie finit par faire plier cette dernière. La logique de la sphère politique actuelle où la démocratie -sans la participation des populations concernées- ne représente qu'une société sans citoyens ; où les leaders s'avèrent de plus en plus isolés, détachés des citoyens, ne sont souvent entourés que de personnes assoiffées de « places », insensibles au partage de richesses. De ce fait, les dirigeants ne sont plus en mesure d'intégrer « l'intérêt bien compris » de leurs concitoyens. Pendant ce temps, l'évolution de l'ordre économique vers le global, est devenu inégal entre les contractants. Ce développement, caractérisé par le recul des Etats, s'est progressivement imposé au début de ce XXIème siècle. Et l'ordre politique, qui suppose traditionnellement un territoire et des frontières, en s'inclinant temporairement, crée un risque grave. Celui de favoriser l'émergence de lieux et/ou de groupes « barbares » … capables d'entraîner, avec la complicité involontaire des dirigeants politiques et des sociétés transnationales, la chute entière de la société et de l'humanité. Ainsi les avantages cumulés, acquis par la société (les services publics, la santé, les différents progrès…) sont directement menacés par la globalisation liée à la logique financière, néo-libérale. Il est temps de penser à la ré-orientation de la société.

Le global(*) est un acteur politique général qui doit avoir une légitimité publique

- Aujourd'hui la globalisation de l'économie et des finances est une réalité, forte et incontournable, dont l'origine remonte à quelques siècles déjà. Mais que celle-ci doive limiter les possibilités d'action des Etats, ou les transformer en « figurants », est une propagande diffusée dans les opinions publiques, tant par les média et par les théoriciens économiques néo-libéraux de la pensée unique, que par les quelques corrupteurs qui détournent l'argent public. Cela est souvent le cas quand le pouvoir politique se détache des populations, qu'il a pour mission de représenter, pour n'aboutir qu'à la défense d'intérêts particuliers et à une société sans citoyens. Il est étonnant de constater que, parallèlement à la volonté de faire reculer des Etats dans plusieurs pays, celui des USA n'a pas subit cette réalité. Ainsi dans cette perspective les Etats ne font que réparer ce que la globalisation détruit ou, dans l'indifférence générale, ils récupèrent les nombreux coûts externalisés ou cachés des différentes activités (Les générations futures se

débrouilleront ... et n'ont pas à gêner le bonheur immédiat de quelques uns!).

- Les institutions politiques, nationales ou internationales, appuyées par les sociétés civiles citoyennes, doivent continuer d'affirmer leur rôle premier, pour pouvoir modifier et évaluer démocratiquement le cours des évolutions. La globalisation devrait renforcer le rôle du politique, car les nombreux rapports, en perpétuel mouvements contradictoires, de l'économie, du social, de l'environnement et des institutions, s'accélèrent et s'étendent également. Le but du pouvoir politique est de réguler ces mouvements en visant à satisfaire, de façon égale pour tous, les besoins fondamentaux des citoyens. Cela pour ne pas aboutir à une société atomisée, individualisée et inhumaine qui mène bien souvent certains individus, ou groupes, à des pensées et à des conduites irrationnelles: une société insoutenable.

- Toute société humaine, démocratique et ouverte, ne peut produire continuellement des richesses diverses bien réparties, que si le politique exprime fortement une volonté rationnelle, transparente, dont le rôle ne peut aucunement être celui de figurant. En revanche, il doit accepter que la société civile citoyenne le contrôle, l'évalue régulièrement, de façon tout aussi transparente ; afin de favoriser l'appropriation des savoirs qui, en permettant le renforcement de la citoyenneté, contribue aussi à des alternances plus objectives.

Une société humaine démocratique et ouverte, doit pouvoir orienter sa destinée autrement que dans une logique commerciale et financière ; particulièrement à un moment où les avantages de cette dernière ne sont plus reconnus par les citoyens. Toute société peut refuser de se subordonner aux lois du marché, en construisant une croissance qui maîtrise à son profit les mécanismes de ce marché, de ces échanges. Elle ne niera pas l'imbrication entre les différentes économies. Mais elle gardera toute possibilité de (re)définir ses stratégies de développement, après négociations et d'une façon partenariale, pour relocaliser spatialement tant la production, la répartition, la reconstitution que la gestion des différents biens et services. Pour ces derniers, il faudrait introduire une nouvelle distinction fondamentale en quatre catégories (Pierre CALAME). Le marché est bien adapté à la première qui représente les biens et services industriels, produits par l'ingéniosité humaine ; ils se divisent en partageant. Pour les suivantes catégories, le marché est , en revanche, mal adapté car en dépendent notre vie et notre développement. Elles peuvent être classées: Ressources naturelles, biens communs et biens immatériels.

a) Les ressources naturelles destructibles (non encore renouvelables par les activités humaines), dont la répartition relève de la justice sociale, sont celles qui se divisent en partageant.
b) Les biens communs qui nécessitent une gestion collective, tant pour la vie des citoyens que pour le développement de la démocratie, sont ceux qui se détruisent en se partageant.

c) Les biens immatériels (la connaissance, l'intelligence, l'expérience ...) qui relèvent d'une logique de mutualisation, se multiplient en se partageant.

Ces quatre catégories ne peuvent pas toutes être réduites à une marchandise. Il est généralement admis que les biens non renouvelables relèvent plus facilement d'un régime de gouvernance que les biens immatériels. Mais lorsque les peuples considèrent qu'il n'est plus de leur avantage de s'inscrire dans le libéralisme, la fonction de la gouvernance des trois dernières catégories, à tous les niveaux (échelle locale ou planétaire), sera d'organiser des systèmes de mutualisation. Ici, la gouvernance est comprise comme le sens même du mot démocratie ; un acte de résistance par lequel la communauté affirme sa capacité à orienter sa propre destinée.

Jacques TOLEDANO
Contact pour cet article. Jacques Toledano
jacques.toledano@wanadoo.fr

(*) le global, dans le sens où des instances internationales qui ne sont pas des institutions démocratiques, mais dont les propositions ou les décisions contribuent ou influent, ou peuvent même déterminer, de façon impérative, les politiques d'un ou de plusieurs pays: UE,OCDE,OMC,FMI,BM,....En ce qui concerne l'ONU : en quoi un Etat membre, dont les institutions ne sont pas démocratiques, a t'il le pouvoir de participer aux propositions et/ou décisions qui peuvent toucher un Etat démocratique ?

Plus d'information. Les Amis du Monde diplomatique-délégation générale / BP 461-07-75327 Paris cedex 07 Tel : 01.49.54.75.38- Fax : 01.42.22.66.27 - Courriel : amis@monde-diplomatique.fr organisent un Colloque ouvert à tous, organisé à TOURS, le vendredi 21 juin

2002, de 16h30 à 21h00 "DEMOCRATIE-CITOYENNETE & DEVELOPPEMENT DURABLE... LOCAL"

Le second tour des élections présidentielles

Par Pierre Khalfa

Avertissement. Cet article a d àbord été publié en anglais dans le Sand in the Wheels 127 newsletter@attac.org et a été écrit à la demande de différents réseaux internationaux afin de mieux comprendre la nouvelle situation politique en France.

Le second tour des élections présidentielles a clairement indiqué le rejet de l'extrême droite par la société française. Ce résultat n'annule pas pour autant le choc qu'avait constitué le traumatisme, d'autant plus fort qu'il était inattendu, qu'avait constitué le résultat du premier tour de l'élection présidentielle.

Une mobilisation populaire exceptionnelle

Ce traumatisme a été commencé à être surmonté dès l'annonce du résultat du premier tour par les manifestations spontanées qui ont éclaté dans de nombreuses villes de France.

Ces manifestations qui se sont poursuivies les jours suivants ont d'abord été essentiellement le fait de la jeunesse lycéenne et étudiante. Celle-ci est descendue massivement et spontanément dans la rue, au grand étonnement de tous les commentateurs. Pour beaucoup de jeunes, il s'agissait de leur première manifestation et de leur première expérience politique. Ces manifestations ont changé le climat politique sur deux points fondamentaux. Elles ont d'abord permis de sortir de l'hébétement, de se remettre du choc, de reconstruire un espoir. Elles ont ensuite permis de montrer le caractère anormal de la situation, délégitimant la présence de Le Pen au second tour.

Ces manifestations massives de la jeunesse scolarisée ont joué un rôle d'aiguillon sur les organisations syndicales et les associations les forçant à agir. Une première manifestation importante, à l'initiative de la Ligue des droits de l'homme (LDH) et du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), et appelée par certains syndicats (FO et la CFDT étaient absents), Attac, etc., a ainsi eu lieu le samedi 27 avril. Elle a servi de répétition générale pour le 1er mai.

Ce jour-là, 1,5 millions de personnes ont défilé dans toute la France, dont 500 000 à Paris. Cette déferlante populaire a enterré la montée nationale de l'extrême droite qui n'a mobilisé que quelques 20 000 personnes. Remarquons que ces manifestations unitaires et la gravité de la situation n'ont pas empêché les petits calculs sectaires : ainsi, la CFDT n'avait pas accepté la présence de l'Union syndicale Solidaires, qui regroupent entre autres les syndicats SUD, à une réunion unitaire, avait mis son veto à la présence d'Attac et d'autres associations dans le carré de tête de la manifestation parisienne du 1er mai et le service d'ordre a empêché José Bové de s'y introduire.

La force de la mobilisation populaire a totalement transformé les conditions du second tour et a confirmé l'analyse selon laquelle le premier tour n'indiquait en rien un tournant à droite de la société française. Elle a marqué dans la rue le rejet de l'extrême droite avant que celui-ci se fasse dans les urnes. Dénoncées par les responsables de la Droite - Chirac a eu cependant l'intelligence de saluer après coup celle du 1er mai -, ces manifestations, couplées aux appels plus ou moins explicites à voter Chirac de la part de la plupart des organisations du mouvement social, ont ainsi réduit fortement la légitimité du président élu.

Une demande de débat politique Le premier débat qui a traversé toutes les associations, syndicats et partis politique de gauche a concerné le vote au second tour. Fallait-il appeler à voter pour Chirac ? Les premières manifestations de jeunes ne laissaient pas la place à la moindre ambiguïté et appelaient à voter pour "l'escroc plutôt que le fasho". Après des débats assez vifs, la plupart des organisations se résignaient à appeler, sous une forme ou une autre, à voter pour Chirac. Arlette Laguiller et son parti Lutte ouvrière ont par contre appelé à l'abstention ou au vote blanc, entraînant un fort rejet dans la jeunesse.

Au-delà, même si les énergies étaient concentrées sur la participation aux manifestations, le choc du premier a produit un phénomène de catharsis politique qui a touché l'ensemble des réseaux militants. Si la direction du Parti socialiste a essayé de faire porter la responsabilité de l'échec de Jospin aux autres forces de gauche qui avaient présenté des candidats, voir à ceux qui à gauche avaient critiqué les orientations social-libérales du gouvernement, cette "explication" auto-justifcatrice n'a pas permis d'étouffer le début



de débat politique sur les raisons de la situation actuelle.

Un appel pour des "Forums de rue" signé par Attac, un certain nombre de mouvements sociaux et d'organisations syndicales appelait "à la tenue de rencontres, de débats et de mobilisations afin d'occuper largement et durablement l'espace public, de délégitimer l'extrême droite, de s'approprier un terrain solidaire et démocratique, de construire des alternatives aux politiques libérales et social-libérales." Une première réunion regroupant plusieurs centaines de personnes a ainsi eu lieu à Paris, le jeudi suivant le premier tour. Dans un autre registre, un certain nombre de responsables politiques des Verts et du PC ont organisé le samedi précédent le second tour une réunion publique de débat avec des responsables syndicaux et associatifs qui a regroupé plus d'un millier de personnes.

La période précédant les législatives devrait voir se poursuivre de telles initiatives. Attac envisage par exemple de prendre une initiative de débat et de confrontation entre les acteurs sociaux et les partis politiques afin de tirer les leçons de la situation. Les signataires de l'appel pour des "Forums de rue" veulent organiser une série de réunions où seraient mises en avant les exigences sociales actuelles.

Les résultats du second tour

L'abstention a reculé de près de 9 points entre les deux tours du scrutin passant ainsi à moins de 20 %. Ce recul de l'abstention a profité essentiellement à Chirac qui totalise 82 % des suffrages contre 18 % à Le Pen. Il s'agit donc d'un recul de l'extrême droite qui totalisait 20 % des voix au premier tour. Cependant Le Pen ne perd pas de voix. Il gagne même près de 50 000 suffrages par rapport à la somme des suffrages des deux candidats de l'extrême droite au premier tour : près de 5,5 millions de personnes ont voté pour lui. C'est dire que si l'extrême droite a été endiguée, elle est loin d'avoir disparu du champ politique et a réussi à stabiliser un électorat plus important (1 million de voix) par rapport à la dernière élection présidentielle.

Le caractère massif du vote Chirac ne doit pas faire illusion. Il ne s'agit en aucun cas d'une approbation de son programme, mais simplement d'un rejet de Le Pen, l'élection de Chirac jouant le rôle d'un référendum contre l'extrême droite. C'était d'ailleurs le paradoxe de cette élection : plus le score de Chirac serait important, moins il pourrait s'en réclamer. Dans cette situation, les 82 % qu'il a obtenus ne le met pas dans une situation particulièrement favorable et son faible résultat du premier tour n'est pas effacé. Sa légitimité est donc faible.

Et maintenant

Chirac a fait le choix de Raffarin, personnalité de droite de second rang, réputé "modéré" comme Premier ministre, essayant par là de donner un signe indiquant qu'il tenait compte de ce qui s'était exprimé dans la rue et les urnes. Cependant, au-delà de cette mise en scène politique, on voit mal ce que pourrait faire la droite sinon appliquer son programme. Ainsi, l'ancien Premier ministre Alain Juppé a, dès dimanche soir, indiqué qu'il fallait "plus de souplesse pour faire évoluer la législation sociale" et le dossier des retraites a été annoncé comme prioritaire. C'est dire que la situation est lourde de conflits sociaux, ce d'autant plus que les conditions d'élection de Chirac excluent tout état de grâce.

Des incertitudes demeurent sur la composition de la future Assemblée nationale - le premier tour de l'élection a lieu le 9 juin -, même s'il est probable que la droite y soit majoritaire. Les analystes prévoient au second environ 170 triangulaires, gauche, droite, Front national, ce qui rend le résultat final incertain et pousse au vote utile pour le Parti socialiste dès le premier tour.

Pour Attac et les autres mouvements sociaux, il s'agira dans cette période d'être capable de peser dans le débat politique pour essayer d'imposer la prise en compte d'un certain nombre d'exigences sociales et d'indiquer la nécessité de lutter contre la mondialisation libérale, conditions nécessaires pour s'attaquer aux racines du vote pour l'extrême droite.

Pierre Khalfa
Contact pour cet article : secrétariat d'ATTAC France attacfr@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur http://attac.org/indexfr puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.



-- Vendredi 10
AUSTRIA : Wien
DEUTSCHLAND : Frankfurt

-- Samedi 11
DEUTSCHLAND : Frankfurt

-- Dimanche 12
AUSTRIA: Saumarktklub
DEUTSCHLAND : Frankfurt

-- Lundi 13
BRITAIN: London
DANMARK: Vanlose
FRANCE: Clisson – Ganges - Thonon
NORGE : Oslo

-- Mardi 14
BELGIQUE BELGIE: Liege
DANMARK: Aalborg - Beboerhus
FRANCE: Foix – Nantes – Uzes – Paris 14 – Angers – Caen – Faucigny – Strasbourg - Moissac

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.